

Services de surveillance du marché d'échange de droits d'émission

N° d'appel d'offres : 2021-01

RÉPONSES AUX QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES : 4 JUIN 2021

Les parties intéressées sont encouragées à consulter le site Web de [WCI, inc.](http://WCI,inc) pour connaître nos services et s'inscrire à notre liste de diffusion électronique.



Réponses aux questions des soumissionnaires

Le présent [appel d'offres \(AO\)](#) a pour objet de conclure un contrat avec un fournisseur expérimenté et qualifié pour la prestation de **services de surveillance du marché d'échange de droits d'émission** (désignés comme Services de surveillance du marché dans le présent appel d'offres), y compris tous les services décrits à l'annexe A.

Le présent document vise à répondre aux questions des soumissionnaires. Dans certains cas, des questions de nature similaire ont été combinées en une seule.

1. Réponse à l'appel d'offres

1.1. Veuillez confirmer que nous pouvons stocker des données confidentielles et sensibles relatives au marché sur notre serveur principal sécurisé, disposant d'un répertoire actif permettant l'accès sur la base du « besoin de savoir » seulement.

Non. Les données confidentielles et sensibles relatives au marché doivent être stockées sur un serveur dédié distinct. Le but est de s'assurer que les données confidentielles et sensibles des gouvernements participants sont complètement séparées des opérations commerciales régulières du fournisseur.

1.2. Veuillez confirmer que la restriction relative au « lien d'affaires ou d'entente spécifique de prestation de services professionnels (...) avec une entité inscrite auprès d'un des gouvernements participants » s'applique uniquement aux services liés aux ventes aux enchères que nous surveillerions pour les gouvernements participants.

Non. Comme l'indique l'énoncé des travaux, les services de surveillance ne se limitent pas aux ventes aux enchères et à leur participation. La restriction relative aux liens d'affaires ou ententes spécifiques ne se limite donc pas aux services liés aux ventes aux enchères.

1.3. Veuillez confirmer que nous pouvons utiliser une plateforme infonuagique (comme Microsoft Azure) pour fournir des tableaux de bord aux gouvernements participants. Les serveurs de la plateforme infonuagique seraient situés aux États-Unis.

Oui. Si vous choisissez d'utiliser une plateforme infonuagique, votre proposition doit fournir plus d'information sur la façon dont vous prévoyez intégrer et visualiser les données dans le tableau de bord Azure et sur la façon dont vous prévoyez assurer la sécurité des données dans le tableau de bord.

1.4. Envisageriez-vous un partenariat entre deux entreprises qui pourraient fournir ensemble la solution complète recherchée dans cet appel d'offres?

Comme l'indique la troisième question de la « foire aux questions du présent appel d'offres », WCI, inc. prévoit octroyer un seul mandat. Il est préférable qu'un seul fournisseur (y compris tout sous-traitant) s'occupe de surveiller tous les marchés pertinents.

1.5. Pourriez-vous nous en dire davantage sur l'importance de l'exigence suivante de l'appel d'offres? « Au 1^{er} janvier 2021, (le soumissionnaire) compte au moins cinq (5) ans d'expérience en services de surveillance de marché ayant une portée, une complexité et un niveau de services semblables à ceux requis pour les travaux décrits dans l'appel d'offres... »

À titre de qualification minimale, WCI, inc. et les gouvernements participants sont à la recherche de fournisseurs qui ont démontré leur expertise en fournissant pendant au moins cinq ans des services de surveillance de marchés des matières premières. Compte tenu des années d'expérience du fournisseur et de son personnel, les fournisseurs doivent être en mesure de démontrer qu'ils comprennent le fonctionnement des marchés des matières premières, le comportement rationnel des participants cherchant à maximiser leurs profits, le rôle des contrats et de leur structure, et des lois étatiques et fédérales qui régissent ces marchés. Toute expérience supplémentaire ou capacité démontrée de fournir des services pour les autres tâches définies dans l'annexe A – Énoncé des travaux sera également prise en compte.

1.6. S’il y a un mécanisme en place pour accéder de façon sécuritaire aux données sur un serveur basé aux États-Unis ou au Canada à partir d’un emplacement distant (p. ex., une plateforme Citrix), envisageriez-vous des équipes qui sont partiellement basées à l’extérieur des États-Unis ou du Canada?

Selon les « qualifications minimales », les fournisseurs doivent offrir officiellement des services aux États-Unis, au Canada ou dans les deux pays, en exploitant des bureaux physiques dans l’un des deux pays ou dans les deux. Selon la **tâche 2** : Le plan doit indiquer que le stockage et la transmission des renseignements confidentiels ne peuvent se faire que sur des serveurs aux États-Unis ou au Canada, et que le fournisseur utilisera les services sécurisés de partage de fichiers approuvés et utilisés par les gouvernements participants. De plus, les services doivent être disponibles pendant les heures d’ouverture de chaque gouvernement participant.

1.7. Combien de personnes participent aux enchères en moyenne?

En moyenne, 81 soumissionnaires qualifiés, dont 60 en Californie et 21 au Québec, ont été approuvés pour participer aux quatre ventes aux enchères conjointes Californie-Québec tenues en 2020. En moyenne, 14 soumissionnaires qualifiés ont été approuvés pour participer aux deux ventes aux enchères de la Nouvelle-Écosse tenues en 2020. Ces données sont compilées par WCI, inc. d’après les résultats des ventes aux enchères publiés par la [Californie](#), le [Québec](#) et la [Nouvelle-Écosse](#).

Aux fins d’estimation des coûts, WCI, inc. estime qu’environ 100 demandes d’inscriptions sont à prévoir à chaque vente aux enchères conjointes Californie-Québec, et qu’environ 25 sont à prévoir pour chaque vente aux enchères de la Nouvelle-Écosse.

1.8. À quelle fréquence les règles de vente aux enchères et les règlements sur les émissions sont-ils mis à jour?

Les modifications réglementaires ne font pas l’objet d’un calendrier établi. Elles peuvent être rendues nécessaires par des modifications législatives ou en fonction de l’expérience et des besoins opérationnels des gouvernements participants. Chaque gouvernement suit son propre processus de modification réglementaire.